Document généré le 11 oct. 2024 23:38

Liberté

Les cartes ne sont que discours

Élisabeth Vallet

Numéro 329, hiver 2021

Qui a peur des algorithmes ? Regards (acérés) sur l'intelligence artificielle

URI : https://id.erudit.org/iderudit/94664ac

Aller au sommaire du numéro

Éditeur(s)

Collectif Liberté

ISSN

0024-2020 (imprimé)
1923-0915 (numérique)

Découvrir la revue

Citer cet article

Vallet, É. (2021). Les cartes ne sont que discours. *Liberté*, (329), 62–64.

Tous droits réservés © Élisabeth Vallet, 2021

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter en ligne.

https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/

Cet article est diffusé et préservé par Érudit.

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche.

https://www.erudit.org/fr/

Les cartes ne sont que discours

Ce qui reste du pouvoir de la représentation territoriale à l'ère de Google Maps. Par Élisabeth Vallet

L'affaire a fait les manchettes. Des applications cartographiques couramment utilisées pour planifier des trajets quotidiens, touristiques, ou simplement pour repérer un point d'intérêt sur le globe, pourraient offrir des versions différentes des territoires représentés. Ainsi, Google Maps représenterait certains espaces en fonction de l'adresse IP de la personne qui consulte les cartes, les altérant selon la localisation de l'usager. Cette pratique a d'autant plus de poids que l'acquisition de Waze en 2013 permet à Google Maps de dominer très largement (80 %) le marché des applications GPS. Au moyen d'un VPN (*virtual private network,* ou réseau privé virtuel), il est aisé de constater que, consultée depuis la Turquie (ou un serveur turc), la carte de Chypre arbore la mention TRNC (Turkish Republic of Northern Cyprus) – territoire reconnu comme tel que par la Turquie –, alors que cette mention n'apparaît pas si l'on consulte la même carte à partir d'un serveur canadien. Non seulement cette manière de tracer des frontières de façon mouvante, au gré des lois et des revendications des États, dévie des processus communément admis, mais, selon Ethan Merel, elle alimente des visions alternatives du monde, fragilisant plus encore l'idée de consensus international. Pire encore, cette interprétation évolutive du monde est à l'origine de la « première guerre Google Maps », déclenchée lorsque l'application a placé par erreur la région litigieuse du Costa Rica au nord-est d'Isla Calero dans le territoire du Nicaragua, ce qui a permis aux troupes nicaraguayennes de justifier le franchissement de la rivière San Juan en 2019. De la même manière que l'artiste berlinois Simon Weckert a pu fabriquer, en traînant un chariot rempli de téléphones intelligents, une congestion routière virtuelle, il est aisé de comprendre comment cette lecture éphémère peut cristalliser des perceptions, des opinions publiques et façonner des conflits.

Or la manipulation de la cartographie est un phénomène moins récent, moins particulier dans l'histoire qu'il n'appert de prime abord. Ainsi des publications ont montré des représentations alternatives du Sahara occidental, de la mer du Japon / mer Orientale, de la mer de Chine, du golfe Persique ou des Malouines. Les éditeurs ne sont pas non plus imperméables aux pressions, comme en atteste le cas du magazine *The Economist,* qui a dû caviarder l'édition indienne d'un numéro qui comportait la version onusienne (et non indienne) de la carte du Cachemire.

C'est, en un sens, inévitable, car les cartes, quelles qu'elles soient, n'offrent qu'une vision parcellaire, qu'un morceau choisi d'une réalité complexe : elles ne sont pas le reflet d'une réalité physique et tangible, mais un récit qui interprète des éléments physiques, politiques, topographiques, géologiques, sociaux. Si elles nous permettent, comme l'explique Denis Wood, « d'appréhender une réalité qui nous dépasse, qui est hors de notre portée individuelle », il demeure que, comme l'affirmait un article de *Political Geography* en 2009, « toutes les cartes mentent… Inévitablement ». Un peu à la manière d'une historiographie officielle, la carte est porteuse de savoirs sélectionnés et, par conséquent, de formes diverses de pouvoirs. Cette proximité de la carte et du pouvoir est mise en scène dans l'univers du jeu vidéo *Civilization,* de Sid Meier : le joueur doit asseoir son empire sur un monde qu'il trace à l'aveugle, tentant d'anticiper d'où viendront les menaces et de délimiter la topographie d'un univers à découvrir pour gagner en puissance. Ce jeu, dont la première version a pratiquement trente ans, illustre ce lien étroit, quasi consubstantiel, entre puissance et territoire, entre pouvoir et cartographie.

La cartographie est la cotte de mailles du système westphalien, articulé autour d'États souverains. Et l'outil cartographique est bien un outil de puissance… On sait par exemple que les cartographes du XVIe siècle étaient tentés de tracer des frontières fictives bien au-delà de ce qui avait été réellement découvert sur les cartes du Nouveau Monde, afin d'appuyer les revendications de leurs États respectifs. Elles étaient si précieuses, ces premières cartes, qu'elles étaient l'objet de toutes les convoitises : le Moyen Âge est émaillé d'histoires d'espions et de transfuges, de vols ou de copies frauduleuses de cartes. Plus tard, certains gouvernements ou des compagnies ont veillé si jalousement sur ce savoir cartographique qu'ils ont fini par retarder les découvertes en ralentissant l'acquisition de compétences géographiques. En atteste la puissance de la Compagnie néerlandaise des Indes orientales au XVIIe siècle. Cet « État dans l'État » disposait de deux cents navires et de plus de dix mille agents outremer ; sa puissance reposait sur sa maîtrise de la cartographie. Elle disposait, explique Mireille Pastoureau, de « son propre bureau hydrographique dirigé par un cartographe attitré lié par le secret. Ses dessinateurs reproduisaient des cartes réservées à l'usage exclusif des pilotes de la compagnie ».

Aujourd'hui encore, les cartes anciennes attisent le désir, comme en rend compte le roman *The Map Thief,* de Michael Blanding, qui raconte l'histoire vraie d'un antiquaire et voleur, E. Forbes Smiley, pris la main dans le sac en train de découper des cartes dans des livres de la bibliothèque de l'Université Yale. Il faut dire que les premiers portulans sont riches d'informations ; ornés d'enluminures et d'iconographies, ce sont des œuvres d'art qui intègrent des éléments topographiques et géopolitiques, mais aussi des récits, des scènes de vie, des informations sur de potentiels dangers,

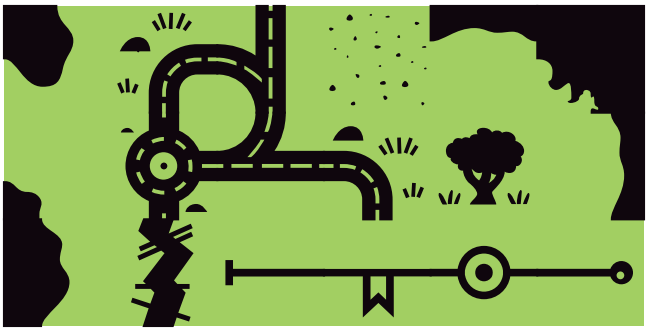
des repères physiques. Leur esthétique, comme leur rareté dans la période précédant l'imprimerie, en a fait des objets de collection. À l'inverse, le foisonnement dans la période contemporaine des applications GPS, des atlas, des ateliers de cartographie paraît banaliser l'accès au savoir cartographique et en diversifier l'esthétique. Pour autant, la carte demeure un instrument de puissance, porteur de litiges, vecteur de résistance.

Les cartes, quelles qu'elles soient, n'offrent qu'une vision parcellaire, qu'un morceau choisi d'une réalité complexe : elles ne sont pas le reflet d'une réalité physique et tangible, mais un récit qui interprète des éléments physiques, politiques, topographiques, géologiques, sociaux.

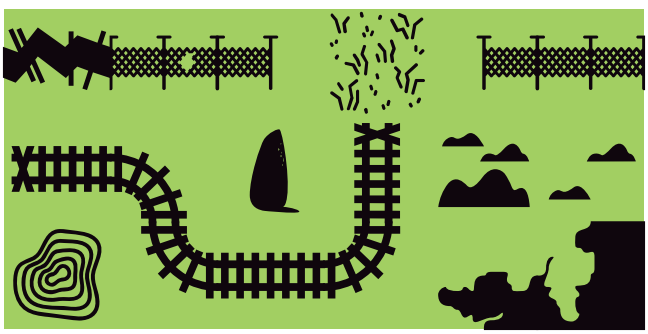
Les cartes contemporaines comportent une tout aussi grande valeur qu'autrefois, tant symbolique que géopolitique. Ainsi, dans les années 1980, l'Institut national de l'information géographique et forestière français imprimait des cartes pour des pays du Golfe, qui exigeaient de leur sous-traitant « que les rotatives soient recouvertes de bâches et protégées par des hommes armés, chargés en outre de détruire la "passe", c'est-à-dire les essais et les chutes préalables au tirage ». La valeur stratégique que représente la carte est telle qu'on la range dans les coffres avec les autres secrets d'État. Quant à sa valeur symbolique, un exemple suffit à l'illustrer. Elle a été particulièrement évidente dans la guerre de propagande entre l'Inde et la Chine en 2012. L'empire du Milieu avait délivré à ce moment-là de tout nouveaux passeports électroniques, dont le filigrane comportait une carte incluant, dans le territoire chinois, des zones frontalières contestées de l'Himalaya – l'Aksai Chin et l'Arunachal Pradesh. La symbolique était importante, puisque même les États en désaccord avec les revendications de la Chine allaient être amenés à y apposer visas et tampons, validant de facto la vision chinoise. En conséquence, l'Inde a délivré des visas qui comportaient en filigrane une carte de sa vision des zones frontalières contestées, qu'elle s'attribuait.

Parfois, cela va plus loin, et la bataille déborde du symbolique. Les cartes ont été la source de longs contentieux en raison d'erreurs techniques liées à leur tracé, et ce, bien avant que Google Maps ne s'en mêle. Prenons le cas de la ligne McMahon. Lors de la conférence de Simla, la section orientale de la frontière sino-indienne est dessinée d'un épais trait de crayon rouge sur une carte au 1/3 800 000, « à partir [explique Emmanuel Gonon] d'une cartographie incomplète voire erronée » ; tant et si bien que, « à lui seul, le trait définissant le tracé aurait, reporté sur le terrain, une épaisseur de six kilomètres », selon un article paru en 2016 dans la *Revue européenne des migrations internationales.* De même, ce sont des erreurs cartographiques ou d'arpentage qui expliquent les hoquets des tracés frontaliers entre les États-Unis et le Canada, comme l'existence de l'Angle nord-ouest du Minnesota, excroissance américaine en terre canadienne, due aux approximations et aux erreurs de la carte Mitchell, qui a servi à définir les frontières du traité de Paris de 1783. Mais parfois, l'erreur cartographique a bon dos, comme lorsque, en pleine guerre du Kosovo, les forces de l'OTAN ont bombardé l'ambassade de Chine « par erreur », invoquant – écrit le secrétaire états-unien à la Défense William Cohen – dès le lendemain « une carte inadéquate et obsolète » … alors qu'en fin de compte, des enquêtes – notamment celle du journal danois *Politiken* – ont montré une intention délibérée d'éliminer le rôle (secondaire) de la Chine dans le conflit.

Avant d'être des outils, les cartes sont donc des discours. Le temps des cartes produites pour le gouvernement, protégées par des instituts nationaux, classées dans le domaine militaire, est compromis par l'irruption d'internet dans le domaine et par la possibilité qu'ont les individus de contribuer à la réalisation de cartes en ligne, de véritables pratiques micro-cartographiques. Mais la cartographie demeure malgré tout un acte discursif. De la même manière que la puissance peut être définie de multiples manières selon que l'on privilégie le *hard* ou le *soft power,* le produit intérieur brut ou l'indice de développement humain, l'idée même de cartographie est moins figée qu'il n'y paraît. En ce sens, comme l'explique très bien le cartographe critique renommé Philippe Rekacewicz, la carte n'est qu'une représentation, un cliché partial et ponctuel d'une réalité qui va être tronquée – ne serait-ce que parce qu'on ne peut pas tout représenter simultanément. Les choix du cartographe, ses filtres cognitifs, perceptuels, voire politiques, son approche géopolitique influent sur la conception de la carte, les informations incluses et celles qui sont omises. Le choix de l'échelle, des symboles et de leur taille peut illustrer des phénomènes de manière résiduelle ou dramatique. Ainsi, rendre compte des flux migratoires dans la période contemporaine implique d'être particulièrement conscient de l'incidence qu'aura la perception de ces représentations dans l'opinion publique… Au point où l'on peut discuter du bien-fondé de l'emploi de certains outils graphiques et de leur possible récupération politique . De la même manière, les choix de couleur, dont le poids symbolique, conjoncturel et historique a été expliqué par Michel Pastoureau dans de nombreux ouvrages, ont une incidence sur la manière dont on intègre les informations d'une carte. Le rouge, pendant longtemps symbole de l'ennemi soviétique sur les cartes occidentales, demeure la couleur qui illustre un danger, un ennemi, une menace. Le vert peut représenter une composante musulmane (en vertu d'une convention cartographique) ou une approche environnementale. Par la couleur, on peut effacer une démarcation, la surligner, et donc changer la perception du territoire. Dans



- Lucie Bacon *et al,* « Cartographier les mouvements migratoires », *Revue européenne des migrations internationales*, vol. 32, nº 3 et 4, 2016.
- Les Cafés géographiques, *L'âge d'or des cartes marines. Quand l'Europe découvrait le monde*, Bibliothèque nationale de France : en ligne.
- William Cohen (10 mai 1999), « Secretary of Defense Cohen's News Briefing on Chinese Embassy Bombing », Département américain de la Défense : en ligne.
- Françoise Bahoken *et al,* « La séduction des cartes du *geoweb*. Le cas des flux de migrants internationaux », *Cybergeo. European Journal of Geography* : en ligne.
- Emmanuel Gonon, *Marches et frontières dans les Himalayas. Géopolitique des conflits de voisinage*, Presses de l'Université du Québec, 2011.
- Guntram H. Herb *et al,* « Intervention : Mapping is critical ! », *Political Geography*, vol. 28, nº 6, 2009.
- Christine Leuenberger et Izhak Schnell, *The Politics of Maps. Cartographic Constructions of Israel / Palestine*, Oxford University Press, 2020.
- Sarah Mekdjian et Marie Moreau, « Redessiner l'expérience. Art, sciences et conditions migratoires », *antiAtlas Journal*, nº 1, 2016.
- Ethan R. Merel, « Google's World : The Impact of "Agnostic Cartographers" on the State-Dominated International Legal System », *Columbia Journal of Transnational Law*, vol. 54, nº 2.
- Frank Jacobs, « The First Google Maps War », *The New York Times*, février 2012 : en ligne.
- Mireille Pastoureau, *Les Hollandais conquérants des mers*, Bibliothèque nationale de France : en ligne.
- Denis Wood, *Rethinking the Power of Maps*, Guilford Press, 2010.



le cas de l'État d'Israël, où la cartographie s'imbrique étroitement dans la construction nationale – comme l'expliquent fort bien Christine Leuenberger et Izhak Schnell dans *The Politics of Maps* –, les couleurs teintent le discours de leur auteur avant même de parler de géopolitique. Le caractère déconcertant de la carte de « L'archipel de Palestine orientale » de Julien Bousac, publiée dans l'*Atlas Un monde à l'envers 2009,* du *Monde diplomatique,* tient entre autres à la prédominance du bleu pour rendre compte de l'absence de contiguïté d'un territoire fractionné, puisque toutes les zones de la Cisjordanie sous contrôle israélien ont été transformées en mer. Ni tout à fait fausse, ni tout à fait exacte, cette carte raconte une réalité que d'autres, plus traditionnelles, ne considèrent pas.

La progression d'une approche critique, d'une cartographie radicale, portée par des géographes comme Nicolas Lambert, auteur d'un « carnet (néo)cartographique » sur la plateforme Hypotheses, offre donc d'autres perspectives. Elle permet de proposer des récits qui diffèrent des discours dominants. La carte devient alors un lieu de résistance, un mode de communication : elle est fort bien utilisée, par exemple, dans l'*Atlas des migrants en Europe,* du réseau Migreurop, qui tente avec brio de « désétatiser » la lecture des migrations, en déconstruisant la mise en scène qu'orchestrent les nouvelles « fabriques cartographiques » qui caricaturent des phénomènes plus qu'elles ne les expliquent (c'est la différence entre le *mapping* et la cartographie à proprement parler). Ces méthodes critiques, radicales, permettent de remettre en cause la notion de vérité cartographique pour souligner le caractère éphémère de la pratique, comme l'ont fait les chercheuses Sarah Mekdjian et Marie Moreau avec leur projet « Cartographies traverses », au cours duquel des réfugiés ont créé les cartes de leur parcours migratoire … à travers leur perception des territoires traversés. Le collectif antiAtlas des frontières a de son côté permis de développer des approches de co-construction qui remettent en cause les dogmes cartographiques.

Les cartes sont l'œuvre d'illusionnistes habiles, selon qu'elles font apparaître ou disparaître des démarcations, selon l'endroit où elles asseyent les confins des territoires… Lorsque, sous couvert d'analyse géopolitique, elles caricaturent les peurs, comme l'explique Ruben Andersson dans *No Go World. How Fear Is Redrawing Our Maps and Infecting Our Politics,* elles contribuent à façonner un univers manichéen, un monde fracturé et sans nuances, un peu à l'image de la carte du « choc des civilisations » de Samuel Huntington. Elles créent aussi, à travers des outils mondialisés comme les applications en ligne, l'illusion d'une uniformité qui est en réalité centrée sur les – voire limitée aux – unités étatiques, susceptibles d'alimenter les nationalismes et de nourrir les populismes. Mais elles peuvent aussi permettre de dépasser les discours dominants et de reconstruire une connaissance du territoire plus complexe, mais plus affinée aussi. L

Élisabeth Vallet est professeure au Collège militaire royal de Saint-Jean et directrice de l'Observatoire géopolitique de la Chaire Raoul-Dandurand.